

## Nucléaire, renouvelables : l'exécutif face à la controverse

L'ancien PDG d'EDF Henri Proglio a cosigné, dans *Le Point*, un texte au vitriol contre les énergies vertes. Elles relèveraient d'une « **politique ruineuse** », menée sous l'influence de membres « **de la mouvance antinucléaire et pro-éolien** » infiltrés « **au sein de notre administration** ». Ses arguments ont été repris dans une autre tribune signée par quatre-vingts parlementaires Les Républicains, appelant aussi à donner la priorité au nucléaire.

La controverse est lancée alors que le gouvernement Bayrou doit bientôt préciser le soutien financier de l'État aux six premiers réacteurs nucléaires EPR2 d'EDF et publier le décret de la troisième programmation pluri-annuelle de l'énergie (PPE3). Or, faute de nouveaux réacteurs opérationnels avant 2038, c'est l'essor du solaire et de l'éolien qui est prévu par le projet de PPE3 laissé par Michel Barnier.

### Faire des choix « en transparence »

En réponse à ce projet de PPE3, EDF a fait savoir que, selon lui, davantage de renouvelables « **déséquilibrerait le mixe de production électrique français** ». Il demande que la priorité soit donnée à la prolongation des réacteurs existants « **au-delà de soixante ans** » et à « **la sécurisation**



EDF se positionne contre l'essor des énergies vertes. | PHOTO : DPA, PICTURE ALLIANCE VIA REUTERS

**du lancement** » des futurs EPR2. Mais, le 14 janvier, la Cour des comptes appelait, elle, à différer « **la décision finale d'investissement** » des EPR2, en raison du dérapage de Flamanville 3 et des incertitudes économiques sur les EPR2.

Enfin, jeudi, dans *Le Monde*, un collectif de scientifiques s'indignait qu'il y ait encore « **des politiques, citoyens ou dirigeants d'industrie pour appeler à une pause dans la transition énergétique** », alors qu'il faudrait « **remiser l'opposition entre nucléaire et renouvelables** » pour « **se con-**

**centrer sur le vrai problème : nos importations d'énergies fossiles** ».

Jules Nyssen, président du syndicat des énergies renouvelables, calcule, lui, que les prix de rachat de l'électricité des derniers parcs solaires ou éoliens sont inférieurs aux estimations de celui des futurs réacteurs. Il souhaite donc « **que l'on parle de tout cela en transparence, pour des choix plus sereins** ». Mais ce n'est pas au Parlement qu'on en débattrait. Le gouvernement Bayrou a décidé, comme les précédents, de faire adopter la PPE par décret, sans loi.